



RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES AU CONSEIL GÉNÉRAL (2023)

Depuis son rapport annuel de 2022 au Conseil général¹, le Conseil du commerce des services a tenu cinq réunions formelles, les 8 décembre 2022, 9 mars, 12 juin avec deux réunions (dont l'une consacrée au réexamen des exemptions des obligations énoncées à l'article II (NPF)) et 3 octobre 2023.²

Pendant la période considérée dans le présent rapport, le Conseil a examiné les questions ci-après.

1 NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU CONSEIL AU TITRE DES ARTICLES III:3, V:7 ET VII:4 DE L'AGCS

1.1. Le Conseil a pris note, en tout, des notifications suivantes:

a. Notifications au titre de l'article III:3 de l'AGCS

Macao, Chine	(S/C/N/1112);
Hong Kong, Chine	(S/C/N/1113-S/C/N/1115);
Suisse	(S/C/N/1121-S/C/N/1123 ; S/C/N/1134);
Ukraine	(S/C/N/1126 ; S/C/N/1132);
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	(S/C/N/1127 ; S/C/N/1140);
Fédération de Russie	(S/C/N/1128-S/C/N/1131);
Maurice	(S/C/N/1141).

b. Notifications au titre de l'article V:7 de l'AGCS

Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse, Émirats arabes unis, Royaume de Bahreïn, Royaume d'Arabie saoudite, Oman, Qatar et État du Koweït	(S/C/N/1111)
Australie, Nouvelle-Zélande, Samoa, Iles Salomon et Tonga	(S/C/N/1052/Add.1)
Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Japon, RDP lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam	(S/C/N/1117)
Royaume-Uni, Liechtenstein et Norvège	(S/C/N/1072/Add.1)
Royaume-Uni et Islande	(S/C/N/1072/Add.2 et Add.3)
Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, RDP lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam	(S/C/N/1125)
Australie, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Viet Nam	(S/C/N/920/Add.2 , Add.3 et Add.4)
Colombie et Israël	(S/C/N/1133)

¹ [S/C/63](#).

² Les rapports sur ces réunions figurent dans les documents [S/C/M/151](#) à [S/C/M/155](#), et devraient être lu conjointement avec le présent rapport.

Chili et Hong Kong, Chine	(S/C/N/773/Add.1)
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	(S/C/N/544/Add.1)
République de Corée et Indonésie	(S/C/N/1135);
Royaume-Uni et Australie	(S/C/N/1136);
Royaume-Uni et Nouvelle-Zélande	(S/C/N/1137);
El Salvador	(S/C/N/544/Add.2);
Monténégro et Türkiye	(S/C/N/1138);
Inde et Australie	(S/C/N/1139).

Les accords notifiés dans ces documents ont été renvoyés au Comité des accords commerciaux régionaux pour examen.

c. Notifications au titre de l'article VII:4 de l'AGCS

Hong Kong, Chine	(S/C/N/1116);
Suisse	(S/C/N/1118-S/C/N/1120 ; S/C/N/1124).

1.2. À la réunion tenue en mars, le Conseil a pris note de la note actualisée du Secrétariat contenant un bilan statistique des notifications présentées au titre des dispositions pertinentes de l'AGCS.³

1.3. Le faible nombre de notifications au titre de l'article III:3, en particulier de la part des Membres développés a été noté à toutes les réunions visées par le présent rapport.

2 QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DES MANDATS DE LA CM12

2.1. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Conseil a examiné deux des quatre questions de mise en œuvre découlant de la CM12 présentant une pertinence pour le CCS, à savoir la réforme de l'OMC et la réponse à la pandémie. Les deux autres questions, la mise en œuvre effective de la dérogation concernant les services pour les PMA et le Programme de travail sur le commerce électronique, ont été examinées au titre des points de l'ordre du jour spécifiques respectifs.

2.1 Réforme de l'OMC

2.2. S'agissant de la réforme de l'OMC, à la réunion de décembre 2022, le Conseil a examiné les idées que les Membres avaient avancées sur cette question.⁴ Les demandes voulant que les réunions du Conseil et de ses organes subsidiaires soient organisées en parallèle de façon à faciliter la participation des délégués en poste dans les capitales et que le Président publie un ordre du jour annoté pour les futures réunions du Conseil ont rencontré un certain soutien.

2.3. À la suite des consultations organisées par le Président en février⁵, à la réunion de mars, le Conseil est convenu de charger le Secrétariat de recenser les pratiques du CCS et de son organe subsidiaire le plus actif, le Comité des engagements spécifiques, d'une manière similaire à ce qui avait été fait pour le Conseil du commerce des marchandises mais en tenant dûment compte des spécificités du contexte des services. Les Membres ont également pris note du fait que le Secrétariat était disposé à reprendre sa pratique consistant à organiser des séances de formation à l'intention des nouveaux délégués et ont salué cette volonté.

2.4. La note du Secrétariat recensant les pratiques du Conseil du commerce des services et du Comité des engagements spécifiques a été examinée à la réunion de juin.⁶ Les délégations ont formulé un certain nombre de suggestions pour améliorer le fonctionnement du CCS et celui-ci est convenu que le Secrétariat compilerait et distribuerait une liste de ces suggestions pour un examen plus poussé.

³ [JOB\(09\)/10/Rev.13](#).

⁴ Comme indiqué dans le document [JOB/SERV/CTS/6](#) et l'[Addendum 1](#) y relatif. Ces documents donnent un aperçu des vues des Membres sur tous les mandats donnés à la CM12 présentant une pertinence pour le CCS.

⁵ Un compte rendu des consultations figure dans le document [JOB/SERV/CTS/9](#).

⁶ [S/C/W/433](#).

2.5. À la réunion d'octobre, les Membres se sont penchés sur la compilation du Secrétariat⁷ et ont examiné une communication présentée par le Royaume-Uni⁸ décrivant les propositions visant à améliorer le fonctionnement du CCS et de ses organes subsidiaires. Les délégations ont également partagé des suggestions additionnelles en vue de possibles améliorations. Il a été convenu que la Présidente établirait, sous sa propre responsabilité, un rapport résumant les réactions aux diverses propositions que les Membres avaient formulées et qu'une réunion informelle du CCS serait convoquée aux alentours du milieu du mois de novembre pour discuter des prochaines étapes concernant la voie à suivre.

2.2 Réponse à la pandémie

2.6. S'agissant de la réponse à la pandémie, à la réunion de décembre 2022, certains Membres ont partagé des renseignements au sujet des initiatives nationales en matière de télésanté et de l'incidence de la COVID-19 sur les exportateurs de services.

2.7. À la suite de consultations organisées par le Président⁹, à la réunion de mars, le Conseil est convenu d'organiser une série de séances informelles de partage de données d'expérience sur le modèle d'un exercice similaire mené dans le cadre du Comité de l'accès aux marchés, concernant: 1) les services de transport et de logistique; 2) les services de santé; 3) les services de tourisme; et 4) les TIC et les services fournis par voie numérique. Les Membres ont accepté étant entendu que les séances bénéficieraient d'une représentation équilibrée, prévoieraient la participation de parties prenantes extérieures et traiteraient de l'incidence de la COVID-19 sur le commerce, à la fois d'une manière générale et spécifiquement en ce qui concerne les PMA, ainsi que des mesures de facilitation des échanges introduites par les Membres pour répondre à la pandémie. Les séances seraient organisées pendant les séries de réunions sur les services.¹⁰

2.8. À cette réunion et, de nouveau, à la réunion de juin, le Conseil a examiné deux communications présentées par l'Inde intitulées "Rôle des services de télémedecine dans la réponse à la pandémie"¹¹ et "Constituer un vivier de professionnels de santé pour répondre efficacement aux pandémies/catastrophes naturelles".¹² Plusieurs délégations ont souligné l'importance des questions soulevées dans les communications de l'Inde et se sont dites favorables à l'idée d'engager des discussions spécifiques sur ces questions. D'autres délégations ont dit que la séance informelle de partage de données d'expérience sur les services de santé offrait déjà un forum pour le dialogue et ont mis en garde contre des chevauchements inutiles; elles ont également remis en question la pertinence de l'AGCS et de l'OMC pour certaines des questions soulevées dans les communications de l'Inde.

2.9. À la réunion d'octobre, les Membres ont salué la première séance de partage de données d'expérience du CCS consacrée à l'incidence de la COVID-19 sur le commerce dans le secteur des services de transport et de logistique¹³, tenue le 13 juin, et ont pris note du fait que la deuxième séance, sur les services de santé, se tiendrait le jour suivant. En outre, le Conseil s'est penché sur une communication présentée par l'Inde portant sur les mesures liées au commerce prises en réponse à la pandémie de COVID-19.¹⁴

3 MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DE LA DÉROGATION CONCERNANT LES SERVICES POUR LES PMA

3.1. À la réunion de décembre 2022, le Groupe des PMA a indiqué qu'il avait des idées sur la manière de mettre en œuvre le paragraphe du Document final de la CM12 relatif à la dérogation et qu'il œuvrait à une communication écrite. À la suite de la demande du Groupe visant à ce que le Secrétariat contribue à l'établissement et à la compilation de données sur les exportations de

⁷ [JOB/SERV/CTS/14/Rev.1](#).

⁸ [S/C/W/452](#).

⁹ Un compte rendu des consultations figure dans le document [JOB/SERV/CTS/9](#).

¹⁰ [JOB/SERV/CTS/10](#).

¹¹ [S/C/W/426](#).

¹² [S/C/W/427](#).

¹³ [JOB/SERV/CTS/16](#).

¹⁴ [JOB/SERV/CTS/15](#).

services des PMA, le Conseil est convenu que le Secrétariat établirait une note méthodologique sur la manière dont les statistiques sur le commerce des services des PMA pourraient être améliorées.

3.2. En mars, les Membres ont examiné la note méthodologique établie par le Secrétariat sur la manière dont les statistiques sur le commerce des services des PMA pourraient être améliorées.¹⁵ La suggestion faite dans la note visant à ce que le Secrétariat organise un atelier hybride d'une journée pour examiner les grandes lignes d'un projet d'amélioration des données a recueilli l'accord du Conseil.

3.3. À la réunion de juin, le Groupe des PMA a indiqué qu'il œuvrait activement à sa communication en vue de mettre en œuvre le mandat donné à la CM12 concernant la dérogation mais a noté que cela demandait davantage de renseignements sur les activités des fournisseurs de services des PMA et les consommateurs sur les marchés des Membres donneurs de préférence. Pour rassembler ces éléments, le Groupe élaborait un questionnaire destiné aux associations professionnelles des PMA, aux commissions économiques régionales et aux capitales. Le Groupe a également encouragé les Membres donneurs de préférences à chercher à obtenir des renseignements auprès de leurs consommateurs de services des PMA, un Membre leur demandant spécifiquement de fournir des données bilatérales sur les importations de services des PMA. Les Membres se sont félicités de l'annonce selon laquelle l'atelier sur les données relatives au commerce des services des PMA serait organisé pendant la série de réunions sur les services du mois d'octobre.

3.4. À la réunion tenue le 3 octobre, le Groupe des PMA a donné au Conseil des renseignements actualisés au sujet de son projet de communication écrite, en indiquant qu'il avait élaboré le questionnaire en ligne pour obtenir des contributions supplémentaires de la part des fournisseurs de services des PMA. Les Membres attendaient avec intérêt l'atelier sur l'amélioration des données sur le commerce des services des PMA qui devait se tenir le 5 octobre.

3.5. L'importance de la mise en œuvre de la dérogation et de la participation croissante des PMA au commerce mondial des services a été soulignée par diverses délégations à toutes les réunions visées par le présent rapport.

4 PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

4.1. À la réunion de décembre 2022, les Membres ont débattu des travaux que le CCS pourrait engager au titre de la Décision de la CM12 visant à redynamiser le Programme de travail sur le commerce électronique. Toutes les délégations se sont dites favorables aux discussions spécifiques, horizontales dans le cadre du Conseil général, nombre d'entre elles voyant le CCS jouer un rôle complémentaire axé sur des aspects propres aux services. Certaines délégations ont souligné l'utilité des renseignements partagés par les Membres sur leurs données d'expérience nationales et le Conseil est convenu de charger le Secrétariat de compiler ces renseignements.

4.2. En mars, les Membres ont examiné la compilation établie par le Secrétariat rassemblant les données d'expérience que les Membres avaient partagé dans le cadre du CCS depuis une note du Président en février 2021,¹⁶ notant la variété des renseignements communiqués. D'autres renseignements sur les faits nouveaux nationaux récents liés au commerce électronique ont été communiqués par diverses délégations à la fois à la réunion de mars 2022 et à celle de juin 2022 du Conseil.

4.3. À la réunion d'octobre, le Conseil a examiné une communication présentée par le Groupe africain relative au transfert de technologie et au renforcement de la résilience.¹⁷ Diverses délégations ont appuyé la communication, soulignant la relation cruciale entre le commerce électronique et le transfert de technologie. D'autres délégations ont souligné que la diffusion de la technologie dépendait de multiples facteurs, tels que les cadres relatifs aux droits de propriété intellectuelle, l'infrastructure et l'ouverture du commerce, ce qui indiquait la nécessité d'une approche horizontale. Il a également été noté que la communication avait déjà fait l'objet de discussions détaillées dans le cadre des discussions spécifiques du Conseil général. À la réunion, quelques délégations ont également partagé des renseignements au sujet des efforts qu'elles

¹⁵ [S/C/W/428](#).

¹⁶ [S/C/W/425](#).

¹⁷ [S/C/W/450](#).

déployaient en matière de renforcement des capacités en faveur des pays en développement dans le domaine du numérique.

5 RÉEXAMEN DES EXEMPTIONS NPF

5.1. Le Conseil a officiellement lancé son cinquième réexamen des exemptions des obligations énoncées à l'article II (NPF) à sa réunion de décembre 2022, à l'occasion de laquelle des questions d'organisation ont été abordées. Les Membres sont convenus que le processus suivrait la pratique antérieure et serait mené lors d'une réunion spécifique, devant se tenir en juin 2023, qui serait organisée par secteur sur la base d'un processus fondé sur des questions-réponses. Les questions, devant être présentées pour mars 2023, seraient regroupées par le Secrétariat dans un document unique, et les réponses devraient être distribuées par écrit avant la section spécifique. Il a été demandé au Secrétariat de publier une note de procédure pour le réexamen.¹⁸

5.2. Le 12 juin, le Conseil a tenu la réunion consacrée au cinquième réexamen des exemptions NPF, au cours de laquelle il a examiné, conformément au mandat donné au paragraphe 3 de l'Annexe pertinente de l'AGCS, toutes les exemptions accordées pour une période de plus de cinq ans.

5.3. Aux fins de cet examen, le Secrétariat a distribué trois documents de référence: deux compilations actualisées des exemptions NPF, l'une organisée par secteur¹⁹ et l'autre par Membre²⁰, ainsi qu'un document fournissant des renseignements statistiques actualisés sur le nombre d'exemptions NPF inscrites dans les listes.²¹ Comme cela avait été convenu, les questions soulevées ont été regroupées dans une compilation²²; le document incluait des questions présentées par l'Australie; Hong Kong, Chine; le Japon; la République de Corée et la Suisse. Avant la réunion, le Conseil avait reçu des réponses écrites d'un certain nombre de délégations²³; plusieurs autres délégations ont fourni des réponses à la réunion, la plupart d'entre elles ont ensuite été distribuées par écrit.

5.4. Conformément au mandat énoncé au paragraphe 4 b) de l'Annexe pertinente de l'AGCS, selon lequel le Conseil déterminera "la date d'un nouveau réexamen éventuel", à sa réunion spécifique de juin, le Conseil est convenu de décider de la date du prochain réexamen au plus tard en 2028.

5.5. Le Conseil a poursuivi ses discussions sur le réexamen au titre d'un point de l'ordre du jour à sa réunion ordinaire en octobre. Avant la réunion, le Conseil avait reçu des réponses écrites additionnelles.²⁴ À sa réunion, il a également pris note de la compilation des questions auxquelles il n'avait pas été répondu, que le Secrétariat avait été chargé d'établir.²⁵ Certaines autres réponses ont également été fournies oralement à la réunion et des questions additionnelles ont été présentées par l'Inde.²⁶

6 MESURE DE LA DURABILITÉ DU TOURISME - ÉTUDES PILOTES DE L'OMT

6.1. À la suite d'une demande du Costa Rica, à la réunion de mars, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a présenté son initiative relative à un nouveau cadre statistique pour mesurer la durabilité du tourisme dans l'objectif d'établir des normes internationales pour mesurer les aspects économiques, environnementaux et sociaux du tourisme. L'OMT a récemment publié des études pilotes sur plusieurs pays, y compris le Costa Rica, rassemblant des parties prenantes pertinentes et testant la pertinence politique et la faisabilité de son cadre statistique.

¹⁸ [JOB/SERV/CTS/7](#).

¹⁹ [JOB/SERV/29/Rev.2](#).

²⁰ [JOB/SERV/30/Rev.2](#).

²¹ [JOB/SERV/31/Rev.2](#).

²² [S/C/W/431](#) et [S/C/W/431/Corr.1](#).

²³ Celles des Seychelles ([S/C/W/432](#)) et du Liechtenstein ([S/C/W/434](#)) ont été incluses à l'ordre du jour du Conseil, tandis que celles de Maurice ([S/C/W/435](#)), de la Türkiye ([S/C/W/436](#)), de l'Australie ([S/C/W/437](#)), des Philippines ([S/C/W/438](#)), du Honduras ([S/C/W/439](#)), du Chili ([S/C/W/440](#)), du Royaume-Uni ([S/C/W/441](#)), du Canada ([S/C/W/442](#)), de l'Argentine ([S/C/W/443](#)), de Singapour ([S/C/W/444](#)) et de la Tunisie ([S/C/W/445](#)) ont été publiées avant la réunion mais après la distribution de l'ordre du jour.

²⁴ Canada ([S/C/W/442/Rev.1](#)); Nicaragua ([S/C/W/446](#)); République dominicaine ([S/C/W/447](#)); Colombie ([S/C/W/448](#)); Pérou ([S/C/W/449](#)); Union européenne ([S/C/W/451](#)).

²⁵ [S/C/W/453](#).

²⁶ [S/C/W/455](#).

7 MISE À JOUR DE LA NOTE D'INFORMATION DU SECRÉTARIAT SUR LE MODE 4

7.1. Le Conseil s'est penché sur ce point de l'ordre du jour, à la demande de l'Inde, à toutes les réunions visées par le présent rapport. L'Inde a de nouveau demandé que le Secrétariat mette à jour les notes d'information sur le mode 4 et elle a aussi indiqué qu'elle serait en mesure d'appuyer la mise à jour des notes sur les autres modes. Plusieurs délégations ont repris à leur compte la suggestion de l'Inde à la réunion de décembre et une délégation l'a fait aux autres réunions visées par le présent rapport. En outre, l'Inde a appuyé la proposition d'établir une note du Secrétariat sur les liens intermodaux qui, cependant, ne devrait pas remplacer les notes distinctes par mode. Tout en affirmant qu'une note sur les liens intermodaux serait utile et pourrait aussi aborder chaque mode de fourniture, un Membre était d'avis que la mise à jour de la note autonome sur le mode 4 n'apportait pas de valeur ajoutée.

8 MESURES DE LA CHINE ET DU VIET NAM CONCERNANT LA CYBERSÉCURITÉ

8.1. À la demande des États-Unis et du Japon, à toutes les réunions visées par le présent rapport, le Conseil a traité diverses mesures de cybersécurité adoptées ou en cours d'élaboration par la Chine et le Viet Nam, respectivement. Les deux délégations ayant présenté la demande ont fait part de leurs préoccupations quant à divers aspects de ces mesures, dont elles ont allégué qu'elles pourraient être incompatibles avec les obligations de la Chine et du Viet Nam dans le cadre de l'OMC; elles ont souhaité obtenir davantage de renseignements et d'éclaircissements à ce sujet. Plusieurs autres Membres se sont fait l'écho de leurs préoccupations.

8.2. En réponse, la Chine a dit que ses mesures avaient été élaborées de manière transparente et compatible avec les règles de l'OMC, en tenant compte des conditions nationales et des pratiques internationales, ainsi que des observations formulées par les parties prenantes. La Chine a insisté sur le fait que les mesures n'étaient pas destinées à entraver les flux transfrontières de données. Le Viet Nam a fait observer que son processus législatif était ouvert, transparent, et avait pleinement tenu compte des remarques des parties prenantes et que ses mesures étaient compatibles avec ses engagements internationaux, non discriminatoires, claires et proportionnées à ses préoccupations en matière de sécurité.

9 MESURES DE L'AUSTRALIE RELATIVES À LA 5G

9.1 À la demande de la Chine, le Conseil a examiné les mesures de l'Australie relatives à la 5G à toutes les réunions visées par le présent rapport. La Chine a fait part de ses préoccupations concernant les mesures à l'examen, dont elle a allégué qu'elles étaient contraires aux obligations de l'Australie dans le cadre de l'OMC.

9.2 En réponse, l'Australie a souligné que ses mesures relatives à la 5G étaient sans rapport avec les pays, transparentes, fondées sur les risques, non discriminatoires et pleinement compatibles avec les règles de l'OMC.

10 MESURES DES ÉTATS-UNIS

10.1 À la demande de la Chine, le Conseil a examiné diverses mesures des États-Unis à toutes les réunions visées par le présent rapport. La Chine a fait part de ses préoccupations au sujet des mesures des États-Unis, dont elle alléguait qu'elles étaient incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.

10.2 Les États-Unis ont déclaré que les actions mentionnées avaient été engagées pour protéger leur sécurité nationale.

11 MESURES DE L'INDE RELATIVES À CERTAINES APPLICATIONS

11.1 À la demande de la Chine, le Conseil a examiné les mesures de l'Inde concernant certaines applications chinoises à toutes les réunions visées par le présent rapport. La Chine a fait part de ses inquiétudes au sujet des mesures en question, dont elle alléguait qu'elles étaient incompatibles avec les obligations de l'Inde dans le cadre de l'OMC.

11.2 L'Inde a répondu que ses mesures étaient pleinement compatibles avec ses obligations dans le cadre de l'OMC et qu'elles avaient été introduites à des fins de protection de la confidentialité, de la sécurité des données et de la sécurité nationale.

12 TRAVAUX DES ORGANES SUBSIDIAIRES

12.1. Les activités des organes subsidiaires en 2023 sont présentées dans leurs rapports respectifs ci-après, qui sont annexés au présent rapport:

- Annexe I Rapport du Comité du commerce des services financiers (S/FIN/38)
 - Annexe II Rapport du Comité des engagements spécifiques (S/CSC/29)
 - Annexe III Rapport du Groupe de travail de la réglementation intérieure (S/WPDR/27)
 - Annexe IV Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS (S/WPGR/34).
-

ANNEXE I



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

S/FIN/38

1^{er} décembre 2023

(23-8196)

Page: 8/13

**RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DU COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS
AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2023)**

Depuis son précédent rapport annuel au Conseil du commerce des services¹, le Comité du commerce des services financiers a tenu quatre réunions formelles, le 7 décembre 2022 et les 10 mars, 15 juin et 2 octobre 2023.²

Pendant la période considérée dans le présent rapport, le Comité a examiné les questions suivantes.

1 SERVICES FINANCIERS: COMMERCE, INCLUSION ET ACCESSIBILITÉ

1.1. À la réunion du 7 décembre 2022, le Comité a poursuivi l'examen de la proposition présentée par le Canada à la réunion précédente visant l'organisation d'un séminaire sur le thème "Services financiers: commerce, inclusion et accessibilités".³ La proposition a par la suite été coparrainée par le Chili, la Chine, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la République de Corée et l'Ukraine.⁴ Le Comité est convenu d'un ordre du jour annoté révisé pour le séminaire à la réunion de mars 2023 et l'événement a finalement eu lieu le 14 juin 2023.⁵ À travers des exposés d'universitaires, d'experts nationaux, de fonctionnaires internationaux et de représentants du secteur privé, un large éventail de sujets a été abordé, tels que l'état d'avancement de l'inclusion financière dans le monde; les causes et les effets économiques de celle-ci; le rôle du commerce des services financiers – et de la politique commerciale en matière de services financiers – dans la promotion de l'inclusion financière; les nouveaux modèles d'entreprise et les moyens de fournir des services financiers d'une manière inclusive; les initiatives prises par la communauté internationale et par les gouvernements pour favoriser l'inclusion financière; les programmes de travail des organisations internationales, telles que l'OCDE, la Banque mondiale et la Banque des règlements internationaux; l'inclusion financière des femmes, en tant que moyen de promouvoir l'autonomisation de celles-ci et la parité entre les genres et l'utilisation de la politique commerciale, en particulier dans les services financiers, à cette fin; le rôle des technologies numériques et celui de la réglementation dans la promotion de l'inclusion financière.

1.2. À la réunion du 15 juin, le Président a fait rapport sur les questions abordées lors du séminaire et certains Membres ont échangé des renseignements additionnels sur leurs expériences nationales en rapport avec les questions abordées dans le cadre de l'événement. Les discussions qui ont eu lieu à cette réunion, ainsi qu'à la réunion du 2 octobre, ont montré la volonté manifeste des Membres de donner suite au séminaire thématique et de se concentrer plus spécifiquement sur i) la numérisation des services financiers et la manière dont les technologies numériques sont mobilisées pour favoriser l'accès aux services financiers et l'inclusion financière aux niveaux national et mondial,

¹ Document [S/FIN/37](#), daté du 7 décembre 2022.

² Les rapports de ces réunions portent les cotes [S/FIN/M/96](#), [S/FIN/M/97](#), [S/FIN/M/98](#) et [S/FIN/M/99](#) et devraient être lus conjointement avec le présent rapport.

³ Document [JOB/SERV/CTFS/1](#), daté du 3 octobre 2022.

⁴ Documents [JOB/SERV/CTFS/1/Rev.1](#), daté du 19 décembre 2022, et [JOB/SERV/CTFS/1/Rev.2](#), daté du 13 février 2023.

⁵ Voir le programme, les exposés et le résumé du Président sur la page Web du séminaire, disponible à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/serv_1406202310_f/serv_1406202310_f.htm.

et ii) la manière dont les cadres réglementaires nationaux ont été adaptés (ou doivent être adaptés) pour tirer parti de la technologie numérique dans le contexte des politiques d'inclusion financière. Au cours des discussions, plusieurs Membres ont suggéré que ces questions soient examinées plus avant par le biais de séances thématiques. Dans ce contexte, à la réunion du 2 octobre, le Président a suggéré que le Comité tienne une discussion spécifique sur la technologie financière et l'inclusion financière. Suite à la demande formulée par les Membres à cette réunion, le Président a ensuite distribué une note informelle donnant plus de détails sur sa suggestion.⁶ Le Comité est convenu de poursuivre l'examen de cette question à la réunion suivante.

2 PROPOSITION DE SÉMINAIRE THÉMATIQUE SUR LE COÛT DES SERVICES D'ENVOI DE FONDS

2.1. À la réunion du 10 mars 2023, l'Inde a présenté une proposition visant à organiser un séminaire sur le coût des services d'envoi de fonds.⁷ La proposition a par la suite été coparrainée par les Philippines et l'Afrique du Sud.⁸

2.2. La discussion a montré que les Membres convenaient de l'importance des envois de fonds et du lien avec l'inclusion et l'accessibilité, qui avait fait l'objet du séminaire thématique tenu en juin. La proposition avait recueilli un large soutien. Toutefois, un certain nombre de Membres ont demandé des éclaircissements sur certains éléments de la proposition et ont suggéré que l'ordre du jour proposé soit rééquilibré et réorienté vers les domaines de compétence du Comité.

2.3. Les proposants ont distribué une proposition révisée après la réunion d'octobre.⁹ Comme convenu à cette réunion, le Président tiendra d'autres consultations sur la base de ce texte.

3 TRAVAUX FUTURS DU COMITÉ

3.1. À la réunion du 2 octobre 2023, à la demande du Président, qui était en poste depuis le 1^{er} juillet 2023, les Membres ont échangé des vues sur certaines suggestions formulées par le Président pour redynamiser les travaux du Comité dans le cadre de son mandat. Même si plusieurs Membres se sont montrés favorables à l'examen d'autres questions présentant un intérêt, certains ont rappelé que le processus visant à identifier les questions spécifiques à examiner devrait être piloté par les Membres. Le Comité est convenu de poursuivre cette discussion à la réunion suivante.

⁶ Document [JOB/SERV/CTFS/7](#), daté du 10 novembre 2023.

⁷ Document [JOB/SERV/CTFS/2](#), daté du 7 mars 2023.

⁸ Documents [JOB/SERV/CTFS/2/Rev.1](#), daté du 14 juin 2023, et [Rev.2](#), daté du 26 octobre 2023.

⁹ Document [JOB/SERV/CTFS/2/Rev.2](#), daté du 26 octobre 2023.

ANNEXE II



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

S/CSC/29

27 novembre 2023

(23-8000)

Page: 10/13

**RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES AU
CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2023)**

Depuis son rapport annuel de 2022 au Conseil du commerce des services¹, le Comité des engagements spécifiques a tenu quatre réunions formelles, respectivement le 5 décembre 2022, le 10 mars 2023, le 15 juin 2023 et le 2 octobre 2023.² À ces réunions, le Comité a abordé les quatre points suivants: mise en œuvre des engagements spécifiques, questions de classification, questions se rapportant à l'établissement des listes, et fonctionnement du Comité dans le contexte de la réforme de l'OMC.

1 MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

1.1. Pendant la période considérée, le Comité a poursuivi l'examen d'une proposition ([S/CSC/W/73](#)) présentée par la délégation de la Türkiye au sujet de la mise en œuvre des engagements spécifiques et de l'article II (NPF) en ce qui concerne la fourniture transfrontières de services de transport routier au titre de l'AGCS. La proposition soulevait principalement trois questions pour examen par le Comité: 1) la compatibilité de l'imposition de contingents pour les camions avec des engagements sans limitation en matière d'accès aux marchés pour le mode 1 concernant les services de transport routier; 2) la signification de la mention "Non consolidé" dans la colonne "Accès aux marchés" et de la mention "Néant" dans la colonne "Traitement national" en ce qui concerne la fourniture transfrontières de services de transport routier; et 3) l'obligation NPF concernant toutes les mesures visant le transport routier international, y compris les contingents pour les camions, les droits de passage, les mesures douanières, etc. À la réunion du 5 décembre 2022, la délégation turque a présenté un exposé détaillé apportant des éclaircissements sur sa proposition en vue d'aider les Membres à mieux comprendre les questions soulevées.

1.2. À la réunion du 15 juin 2023, comme convenu, les représentants de la CESAP, de la Banque mondiale et du Forum international des transports (FIT) de l'OCDE ont été invités à présenter leurs travaux sur le transport routier transfrontières en mettant l'accent sur le système de contingents, la question fondamentale soulevée dans la proposition de la Türkiye. Ces exposés avaient pour but de faciliter la poursuite des discussions sur la proposition de la Türkiye.

1.3. À la réunion du 2 octobre 2023, la délégation de la Türkiye a suggéré au Comité d'examiner un document formel intitulé "Mémoire d'accord sur l'interprétation des obligations applicables à la fourniture transfrontières de services de transport routier de marchandises". Selon la Türkiye, un tel document comprendrait trois éléments: 1) une évaluation actualisée des perspectives internationales actuelles en ce qui concerne les services de transport routier international de marchandises; 2) une comparaison des régimes de contingentement multilatéraux et des accords

¹ Rapport annuel du Comité des engagements spécifiques au Conseil du commerce des services (2022), figurant dans le document [S/CSC/28](#) du 6 décembre 2022.

² Les rapports de ces réunions figurent dans les documents [S/CSC/M/90](#), [S/CSC/M/91](#), [S/CSC/M/92](#), et [S/CSC/M/93](#) et doivent être lus conjointement avec le présent rapport.

bilatéraux; 3) une analyse ou une description des méthodes d'établissement des listes par les Membres pour le transport routier international de marchandises.

1.4. La participation à la discussion sur la proposition turque a été limitée. Certains Membres ont relevé la complexité des questions soulevées, tandis que d'autres ont averti que l'interprétation des engagements spécifiques dépasserait le mandat du Comité. Le Président tiendrait des consultations sur la manière de faire avancer les travaux au titre de ce point de l'ordre du jour.

2 QUESTIONS DE CLASSIFICATION

2.1. À la réunion du 5 décembre 2022, la Division de la statistique de l'ONU et le Secrétariat de l'OMC ont présenté une nouvelle fonctionnalité de l'outil de visualisation qui permettait de naviguer entre la classification W/120 et les différentes versions de la CPC. Cet outil de visualisation est maintenant accessible sur le portail du commerce des services du site Web de l'OMC.

2.2. À la réunion du 15 juin 2023, le Secrétariat de l'OMC a fait un exposé sur la version 2 du Manuel sur la mesure du commerce numérique. L'exposé a mis en lumière les faits nouveaux concernant la mesure du commerce numérique par la communauté statistique internationale, en mettant l'accent sur le cadre conceptuel, le commerce des services et les difficultés de classification connexes.

3 QUESTIONS SE RAPPORTANT À L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES

3.1. Aux réunions des 15 juin et 2 octobre 2023, le Comité a évoqué l'idée d'inviter l'APEC à présenter son Modèle de liste d'engagements pour les services environnementaux et liés à l'environnement. Bien que les délégations aient soutenu cette idée de manière générale, une délégation a conseillé qu'un membre de l'APEC fasse l'exposé étant donné que l'APEC n'avait pas le statut d'observateur au Comité. Le Président tiendrait des consultations sur la manière de faire avancer les travaux au titre de ce point de l'ordre du jour.

4 FONCTIONNEMENT DU COMITÉ DANS LE CONTEXTE DE LA RÉFORME DE L'OMC

4.1. À la réunion du 2 octobre 2023, le Comité a commencé à examiner le fonctionnement du Comité dans le contexte de la réforme de l'OMC. Le Président tiendrait des consultations pour demander aux Membres de contribuer sur ce sujet.

ANNEXE III



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

S/WPDR/27

27 novembre 2023

(23-8003)

Page: 12/13

**RAPPORT ANNUEL DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA RÉGLEMENTATION
INTÉRIEURE AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2023)**

1. Le présent rapport a été établi conformément aux Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC ([WT/L/105](#)).
2. Depuis son rapport annuel de 2022 au Conseil du commerce des services¹, le Groupe de travail de la réglementation intérieure n'a pas tenu de réunion.

¹ Rapport annuel du Groupe de travail de la réglementation intérieure au Conseil du commerce des services (2022), figurant dans le document [S/WPDR/26](#), daté du 6 décembre 2022.

ANNEXE IV



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

S/WPGR/34

27 novembre 2023

(23-8004)

Page: 13/13

**RAPPORT ANNUEL DU GROUPE DE TRAVAIL DES RÈGLES DE L'AGCS
AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2023)**

1. Le présent rapport a été établi conformément aux Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC ([WT/L/105](#)).
2. Depuis son rapport annuel de 2022 au Conseil du commerce des services¹, le Groupe de travail des règles de l'AGCS n'a pas tenu de réunion.

¹ Rapport annuel du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services (2022), figurant dans le document [S/WPGR/33](#), daté du 6 décembre 2022.